

Décision n° 2018-0731
du président de l’Autorité de régulation
des communications électroniques et des postes
en date du 15 juin 2018
attribuant des ressources en numérotation à
l’opérateur Néocom Multimédia

Le président de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes,

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu la décision n° 01-686 de l’Autorité de régulation des télécommunications en date du 11 juillet 2001 approuvant les règles de gestion et d’attribution des numéros identificateurs d’usagers mobiles (IMSI) ;

Vu la décision n° 04-0578 de l’Autorité de régulation des télécommunications en date du 20 juillet 2004 relative aux modalités d’attribution des codes points sémaphores ;

Vu la décision n° 05-0521 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 8 septembre 2005 recommandant l’utilisation de certains formats de numérotation aux interfaces d’interconnexion ;

Vu la décision n° 05-1084 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l’utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 2015-1160 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 5 octobre 2015 portant délégation de signature ;

Vu la décision n° 2018-0677 de l’Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 7 juin 2018 fixant les conditions et modalités d’attribution du numéro court 3636 par tirage au sort ;

Vu le récépissé de l’Autorité de régulation des télécommunications n° 04-2960 en date du 19 novembre 2004 attestant du dépôt par l’opérateur Néocom Multimédia d’un dossier de déclaration ;

Vu le dossier complet de demande de l’opérateur Néocom Multimédia reçu le 25 mai 2018, sollicitant l’attribution de ressources en numérotation ;

Vu le procès-verbal du tirage au sort du numéro court 3636 en date du 14 juin 2018 ;

Décide :

Article 1. À compter du 22 juin 2018, les ressources en numérotation indiquées dans le tableau ci-dessous sont attribuées, jusqu'au 22 juin 2038, à l'opérateur Néocom Multimédia (Siren : 337 744 403) pour une utilisation dans les territoires correspondants.

Type de ressources	Ressources attribuées	Territoire
Numéro court à tarification banalisée ou majorée	36 36	National

Article 2. L'opérateur Néocom Multimédia acquitte, au titre des ressources attribuées à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3. Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les ressources attribuées à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégées par un droit de propriété intellectuelle. Elles ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4. Au 31 janvier de chaque année, l'opérateur Néocom Multimédia adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des ressources attribuées selon le modèle prévu par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

Article 5. Le directeur Internet et Utilisateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'opérateur Néocom Multimédia et publiée sur le site internet de l'Autorité.

Fait à Paris, le 15 juin 2018

Pour le Président et par délégation

Olivier DELCLOS

Chef de l'unité Opérateurs et Obligations
Légales